

JP Morgan erzielt Milliarden Gewinn

New York. Die US-Großbank JPMorgan Chase hat ein schwächelndes Kapitalmarktgeschäft im zweiten Quartal dank ihrer breiten Aufstellung gut auffangen können. Die Lücke wurde durch Einnahmen aus dem Privat- und Firmenkundengeschäft sowie aus dem Beratungsgeschäft etwa mit Börsengängen und Übernahmen gestopft. Hinzu kam ein erklecklicher Zufluss aus einem Vergleich in einem Rechtsstreit. Unterm Strich stieg der Quartalsgewinn im Vergleich zum Vorjahreszeitraum um 13 Prozent auf 7 Milliarden US-Dollar, teilte das Geldhaus mit. Das war mehr als Analysten erwartet hatten. „Den US-Verbrauchern geht es gut“, erklärte Bankchef Jamie Dimon. Das spiegelte sich im Privatkundengeschäft wider. Kredite und Spareinlagen wüchsen, zudem wickelte die Bank für Einzelhändler mehr Transaktionen ab und Kunden nutzten ihre Kreditkarten häufiger. Dagegen seien die Einnahmen aus dem Kapitalmarktgeschäft gesunken, weil die Märkte sich beruhigt hätten und die Kunden weniger handelten. *dpa*

Citigroup schneidet besser ab als erwartet

New York. Die US-Großbank Citigroup ist besser durch das zweite Quartal gekommen als erwartet. Das Geldhaus konnte ein deutlich schwächeres Kapitalmarktgeschäft unter anderem durch Zuwächse im Beratungsgeschäft etwa bei Börsengängen und Übernahmen ausgleichen. Auch das klassische Privat- und Firmenkundengeschäft lief in weiten Teilen besser, wenn auch die Bank mehr Geld durch faule Kredite verlor. Unterm Strich blieben 3,9 Milliarden Dollar Gewinn hängen, wie die Citigroup am Freitag in New York mitteilte. Das war mehr als von Analysten erwartet, aber weniger als die 4,0 Milliarden Dollar aus dem Vorjahreszeitraum. Konzernweit stiegen die gesamten Einnahmen um zwei Prozent auf 17,9 Milliarden Dollar. *dpa*

Wells Fargo: 5,8 Milliarden Gewinn

San Francisco. Die US-Großbank Wells Fargo hat ihren Gewinn im zweiten Quartal überraschend kräftig gesteigert. Obwohl das Geldhaus weiter mit einem Skandal um fingierte Konten kämpft, legte der Überschuss verglichen mit dem Vorjahreswert um fünf Prozent zu auf 5,8 Milliarden Dollar (5,1 Milliarden Euro). Das teilte das Institut am Freitag mit. Die Erwartungen der Analysten wurden damit übertroffen. Die Erträge fielen jedoch geringer aus als angenommen. Mit 22,2 Milliarden Dollar stagnierten die Einnahmen im Jahresvergleich. Das sorgte bei Anlegern zunächst für Ernüchterung, die Aktien fielen vorbörslich in einer ersten Reaktion um gut ein Prozent. Auch wenn die Quartalszahlen dies kaum vermuten lassen, belastet die Affäre um Scheinkonten Wells Fargo weiter. *dpa*

Changement de paradigme

Vivons-nous la fin d'une ère sur le marché des taux européens?

Si en ce début d'année tous les signaux étaient orientés vers une phase de resserrement monétaire dans l'UE, les récentes évolutions des indicateurs des hausses de prix montrent une image différente. La publication des chiffres sur l'inflation en zone euro, la semaine prochaine, devraient confirmer un certain recul.

L'inflation est revenue au centre des préoccupations des acteurs de marché. Après avoir assisté à une hausse continue en fin d'année 2016 avec des taux se rapprochant de l'inflation cible de la BCE de 2 %, un recul est constaté depuis fin avril. Les marchés semblent perplexes par rapport aux annonces de plusieurs hauts fonctionnaires de l'institution monétaire européenne concernant la démarche à suivre durant les prochains mois au niveau de la politique à mener. L'interrogation porte surtout sur les mesures que devrait lancer la BCE prochainement suite à son analyse de l'évolution des tendances de la situation économique et monétaire en zone euro.

Selon les derniers chiffres disponibles, l'inflation a fortement baissé, se situant à 1,4 % en moyenne annualisée en mai dernier, contre 1,9 % encore en avril. La semaine prochaine sera publié le taux d'inflation pour le mois de juin qui est attendu à 1,3 %, donc encore un recul de 0,1 % par rapport au mois précédent. Hors alimentation, produits énergétiques, alcool et tabac, l'inflation dite sous-jacente ne dépassait que légèrement le 1 % et ceci, malgré la reprise économique observée et confirmée en Europe (avec une croissance en Europe de 1,8 % en 2016 contre 1,6 % aux Etats-Unis).

Ces nouvelles données montrent que l'inflation ne semble pas atteindre durablement l'objectif de la Banque centrale européenne. Mario Draghi, président de l'institution, lors de la dernière réunion du 27 juin à Sintra au Portugal, a pointé plusieurs facteurs qui expliquent en grande partie ce paradoxe. Un argument est que malgré la création de plus de 4 millions d'emplois en zone euro depuis le 1^{er} janvier 2015, l'évolution salariale reste atone. Les salariés préfèrent un poste sûr à un emploi mieux payé. En d'autres termes, il n'existe actuellement pas de pression à la hausse des sa-



Le président de la BCE, Mario Draghi, lors de la dernière réunion du 27 juin à Sintra au Portugal, a pointé plusieurs facteurs qui expliquent pourquoi l'inflation cale. (PHOTO: REUTERS)

lares se traduisant par une hausse du pouvoir d'achat qui alimenterait ensuite une hausse de l'inflation.

Mario Draghi reste confiant

Enfin, l'évolution négative du cours du pétrole a également joué un rôle important. Le cours du Brent a fortement chuté depuis le début de 2017, passant de 56 dollars à 46, une baisse de plus de 15 %. Les perspectives d'une remontée soutenue paraissent actuellement assez faibles. Un niveau de 55 dollars par baril semble représenter une résistance importante que les cours actuels n'arrivent pas à casser. L'explication en est que lorsque les prix du brut atteignent ces niveaux de valorisations, les forages américains repartent de plus belle et l'offre augmente mécaniquement. Ainsi, les quotas décidés par l'OPEP et ses alliés sont donc sans effet. Grâce au pétrole de schiste, les Etats-Unis émergent comme «swing producer», rôle d'arbitre de l'or noir traditionnellement dévolu à l'Arabie Saoudite, et empêchent ainsi que les prix mondiaux dépassent durablement la zone des 55-60 dollars par baril.

Malgré tout, Mario Draghi reste résolument confiant par rapport à l'évolution de l'économie européenne. Son discours fût interprété par beaucoup d'acteurs de marché comme un début de la fin des politiques monétaires ultra-accommodantes, ce qui a engendré des tensions sur les marchés des taux souverains. Le rendement du Bund allemand sur 10 ans oscillait autour des 0,25 % avant le discours du président de la BCE pour dépasser les 0,55 % par la suite. Evidemment, une normalisation de la politique monétaire ne pourra qu'être réalisée graduellement, afin d'éviter de fragiliser la situation économique de certains pays européens, notamment en périphérie de la zone euro. Pour limiter l'impact du discours de Mario Draghi, plusieurs membres de la BCE, à l'instar du chef économiste, Peter Praet, sont intervenus au cours des derniers jours. Monsieur Praet a souligné qu'il faudrait certainement encore patienter longuement avant que l'inflation se rapproche durablement des 2 % et que pendant ce temps, la Banque Centrale Européenne resterait évidemment à la fois vigilante et prête à intervenir. La

BCE se situe à mi-chemin. D'une part, les récents discours de son président reprennent des signes d'une fin proche des politiques accommodantes et d'autre part, certains membres du directoire semblent beaucoup plus mesurés.

Dans tous les cas, la zone euro se rapproche d'un resserrement monétaire et suivra ainsi la tendance initiée par la FED aux Etats-Unis fin 2015 mais également par la Banque Centrale du Canada mercredi dernier. Le taux directeur canadien fût relevé d'un quart de point, une première hausse en près de sept ans et ce, malgré une inflation faible de 1,3 % en mai dernier. Néanmoins, la situation économique canadienne n'est pas identique à celle de l'UE, tant les divergences entre pays européens sont grandes. Les acteurs de marchés s'attendent à un changement de cap, qui ne se fera pas encore sentir jeudi de la semaine prochaine lors de la décision de la BCE au niveau de ses taux directeurs. Resterà à anticiper le calendrier de ces modifications et surtout l'ampleur de celles-ci.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque s.c.

Technologie kann Inflation schlagen

Nordischer Pensionsfonds glaubt an Kursänderung der mächtigen Zentralbanken

Frankfurt. Hat Technologie die Inflation gekillt? Und heißt das, die Zinsen werden für einen sehr langen Zeitraum sehr niedrig bleiben? Einer der größten Fonds in der nordischen Region, der dänische PFA Pension A/S mit einem Anlagevolumen von umgerechnet rund 83 Milliarden Euro, positioniert sich für eine Welt, in der die Antwort auf diese Frage durchaus „Ja“ lauten könnte.

PFA-Chef Allan Polack sagt, er sehe kaum Hinweise, dass die mächtigsten Zentralbanken der

Welt ihren Kurs in absehbarer Zeit ändern werden. Und als Folge sei es ziemlich wahrscheinlich, dass die Preise für Vermögenswerte weiter steigen werden.

„Wir denken, dass sie die Zinsen für eine sehr lange Zeit außergewöhnlich niedrig halten werden“, sagte er in einem Interview mit Bloomberg bei PFA in Kopenhagen. „Sie werden die quantitative Lockerung stoppen, oder zumindest schrittweise stoppen. Sie werden keine weiteren Assets anhäufen, aber sie werden

die Zinsen niedrig halten.“ Polack zufolge haben die – technologiegetriebene – niedrige Inflation und niedrige Zinsen ein Umfeld geschaffen, in dem die Preise von Vermögenswerten weiter zulegen können. Er fügte hinzu, dass auch Europas neu gewonnene Finanzstabilität eine optimistischere Investment-Haltung begünstige.

Das bedeute, die scharfe Marktkorrektur, die manche Investoren befürchten, sei weniger wahrscheinlich, so Polack. „Aus Investment-Sicht ist es ein ziemlich net-

tes Umfeld, das wir nun schon seit Jahren haben, im Grunde seit 2008“, erklärte Polack. „Wir meinen, es kann eine Zeit lang so weitergehen.“

PFA hat in seinem Investmentportfolio im ersten Quartal mit Anlagen in börsennotierten Aktien sechs Prozent verdient, alternative Investments brachten 0,2 Prozent ein, Immobilien 2,4 Prozent und Bonds 0,7 Prozent.

Es bestehe ein „begrenztes Risiko, dass die Inflation dramatisch ansteigt“, sagte Polack. *Bloomberg*